



Information and Privacy Commissioner of Ontario
Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario

EN | FR

Pour nous joindre



[Page d'accueil](#) > [Bulletin du CIPVP | Avril 2017](#)



Bulletin du CIPVP | Avril 2017

Apr 23 2017

Summary:



avril 2017

Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario



WEBINAIRE GRATUIT

WEBINAIRE SUR LES EXCEPTIONS

Ce mois-ci, nous tiendrons un webinaire sur les exceptions prévues dans la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée (LAIPVP)* et dans la loi équivalente s'appliquant au palier municipal (*LAIMPVP*). Cette présentation a pour but d'expliquer ces exceptions, leur application aux demandes d'accès à l'information et



Dans l'actualité

25 mars 2017

[Toronto Hydro et le voile du secret](#)

Toronto Star

19 mars 2017

[Faut-il obliger la police à recueillir des données sur la race pour lutter contre la discrimination?](#)

Toronto Star

d'autres questions soulevées par les dispositions législatives sur l'accès à l'information.

Joignez-vous à notre équipe d'experts le jeudi 27 avril pour un aperçu des aspects suivants :

- les principes sur lesquels s'appuient certaines exceptions dans la *LAIPVP* et la *LAIMPVP* et la façon dont le CIPVP les a interprétées;
- la différence entre les exceptions discrétionnaires et obligatoires;
- d'autres questions soulevées relativement aux demandes d'accès à l'information, comme la garde et le contrôle des documents et les demandes frivoles et vexatoires.

Une période de questions suivra la présentation. [Inscrivez-vous maintenant](#) pour y participer! Regardez le webinaire que nous avons tenu sur les [tables d'intervention](#).



RECOMMANDATIONS RÉCENTES SUR DES TEXTES DE LOI

Le CIPVP fournit régulièrement des conseils et des recommandations sur des modifications proposées à des textes de loi. Récemment, le commissaire Beamish a présenté des commentaires sur trois projets de loi :

Projet de loi 84, *Loi de 2017 modifiant des lois en ce qui concerne l'aide médicale à mourir* – Cette [présentation](#) porte sur la proposition de soustraire les renseignements permettant d'identifier les établissements qui fournissent des services liés à l'aide médicale à mourir à l'application des lois sur l'accès à l'information. Nous nous opposons à cette modification, car le « droit de savoir » du public est un principe fondamental de ces lois.

Projet de loi 68, *Loi de 2017 sur la modernisation de la législation municipale ontarienne* – Ce projet de loi propose d'élargir les exceptions prévues aux dispositions sur la tenue de réunions ouvertes au public qui permettent à une municipalité ou à un conseil local de tenir une partie ou

16 mars 2017

[Amende de 25 000 \\$ à une étudiante de l'Ontario qui a consulté des renseignements personnels sur la santé sans autorisation](#)

Globe & Mail

14 mars 2017

[Un juge ordonne la divulgation de renseignements sur les médecins qui facturent les honoraires les plus élevés](#)

Toronto Star

28 février 2017

[Il faudra plus que des examens internes de la police pour que les choses changent](#)

Globe & Mail



27 avril 2017

[Webinaire sur les exceptions](#)
CIPVP

4 mai 2017

[À la rencontre de l'Ontario : Thunder Bay](#)
IPC

17 mai 2017

[Colloque sur la vie privée d'IAPP Canada](#)
IAPP



la totalité d'une réunion à huis clos. Dans notre [présentation](#), nous affirmons que rien ne prouve qu'il soit nécessaire d'élargir ces exceptions, et que ces changements pourraient porter atteinte au droit du public d'accéder aux documents.

Projet de loi 89, Loi de 2017 sur le soutien à l'enfance, à la jeunesse et à la famille – Ce projet de loi élargirait considérablement le pouvoir du ministère de recueillir, d'utiliser et de divulguer des renseignements délicats sur les personnes qui reçoivent des services. Nous [recommandons](#) de l'amender afin de renforcer les dispositions sur la protection de la vie privée et de circonscrire les pouvoirs du ministère de recueillir, d'utiliser et de divulguer des renseignements personnels, pour les limiter aux renseignements qui sont raisonnablement nécessaires.



NOUVELLE FEUILLE-INFO SUR LES RECHERCHES RAISONNABLES Lorsqu'elles reçoivent une demande d'accès à l'information, les institutions de l'Ontario doivent effectuer des recherches raisonnables pour localiser les documents demandés. Afin de répondre aux questions fréquentes sur les recherches raisonnables, nous avons rédigé une nouvelle [feuille-info](#) qui explique :

- ce qu'est une recherche raisonnable;
- comment l'institution peut s'acquitter de ses obligations relatives aux recherches;
- ce dont l'auteur de la demande devrait tenir compte quand il demande l'accès à des documents;
- les droits de l'auteur de la demande qui n'est pas satisfait d'une recherche;
- le rôle de notre bureau en cas d'appel concernant le caractère raisonnable des recherches.



27 janvier 2017

PO-3691 – Un particulier a présenté 40 demandes au Bureau du tuteur et curateur public au cours d'une période de neuf semaines. Nous avons jugé que cela était excessif et entravait les activités de cette institution.

31 janvier 2017

PO-3693-I – La Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail a refusé une demande d'accès au nom des membres de son Comité consultatif des médicaments en invoquant l'exception fondée sur la vie privée. Nous avons infirmé cette décision, car ces noms identifient des particuliers par rapport à leurs attributions professionnelles, et ne peuvent donc être considérés comme étant des renseignements personnels.

31 janvier 2017

PO-3695 – Nous avons confirmé une décision de la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité de divulguer le nom de l'auteur d'une demande d'accès à l'information. Ce particulier avait déposé sa demande dans le cadre de ses attributions professionnelles; par conséquent, son nom n'a pas été considéré comme étant un renseignement personnel.<br

Autres [décisions récentes](#)



Si vous avez des questions, veuillez soit nous appeler au 416 326-3333 / 1 800-387-0073, [nous envoyer un courriel](#), ou nous écrire à : Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario, 2, rue Bloor Est, Bureau 1400, Toronto (Ontario) M4W 1A8.

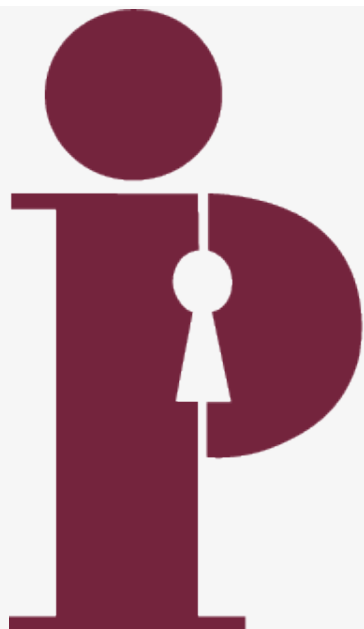


[S'inscrire à notre bulletin](#)

Pour vous désabonner, veuillez [nous envoyer un courriel](#) en indiquant comme objet DÉSABONNER.

© 2017 Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario. Tous droits réservés.

- [Particuliers](#)
- [Organismes](#)
- [Décisions](#)
- [Documents d'orientation](#)
- [À propos de nous](#)



Information and Privacy
Commissioner of Ontario

Commissaire à l'information et à la
protection de la vie privée de l'Ontario

RECEVEZ NOS DERNIÈRES NOUVELLES

POUR NOUS JOINDRE

2, rue Bloor Est,
Bureau 1400
Toronto, ON
M4W 1A8

Courriel: info@ipc.on.ca
Région de Toronto: 416-326-3333
Interurbain: 1-800-387-0073
ATS : 416-325-7539

SUIVEZ-NOUS





Cookie/Analytics/Tracking/Opt-in/Opt-out

Vous pouvez choisir ici de autoriser le suivi de votre ordinateur via un cookie lui assignant un numéro d'identification unique. Notre outil d'analyse web enregistrera l'activité de votre ordinateur. Pour faire ce choix et installer un cookie d'inclusion, veuillez cliquer ci-dessous.

Vous n'êtes actuellement pas suivi(e) Cliquez ici pour inclure votre ordinateur.

Close